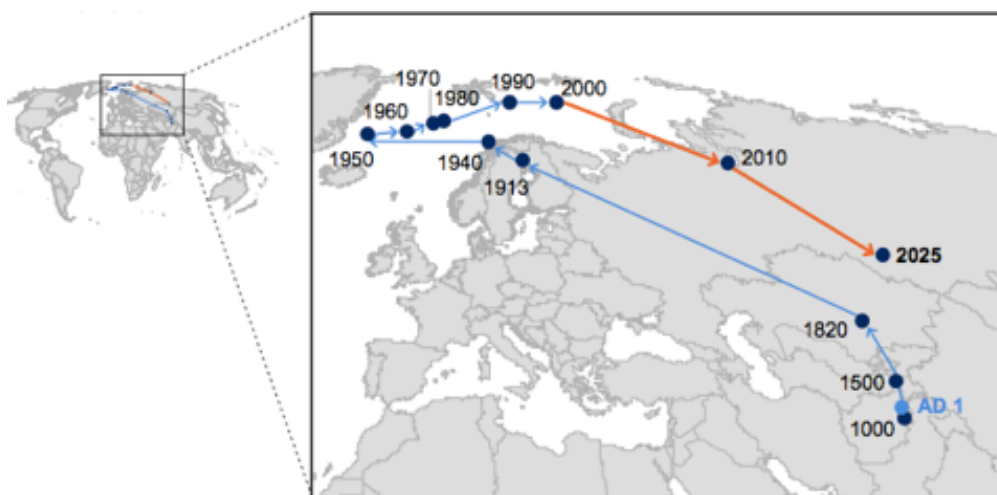


La France en 2025

les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

Observatoire de la politique internationale

L'économie mondiale a connu depuis la dernière décennie des changements profonds. L'étude sur l'évolution du centre de gravité économique mondial — dont la carte ci-dessus provient¹ — montre à quel point la situation de l'économie à l'échelle du globe a changé depuis une quinzaine d'années.



¹ Economic center of gravity is calculated by weighting locations by GDP in three dimensions and projected to the nearest point on the earth's surface. The surface projection of the center of gravity shifts north over the course of the century, reflecting the fact that in three-dimensional space America and Asia are not only "next" to each other, but also "across" from each other.

SOURCE: McKinsey Global Institute analysis using data from Angus Maddison; University of Groningen

1. Étude du McKinsey Global Institute, *Urban world*, juin 2012.



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

En localisant sur une carte du monde le centre de l'activité économique de la planète en fonction du PIB de chaque pays au cours du temps, nous nous apercevons de l'ampleur du bouleversement actuel : jusqu'au XVI^e siècle, l'Asie était le centre de l'économie mondiale et comptait pour 60 % du PIB mondial. Entre le XVI^e siècle et le milieu du XX^e, grâce à l'urbanisation et l'industrialisation, l'Europe et les États-Unis sont passés au premier plan. Depuis, le développement économique des pays dits émergents (Chine, Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud, Turquie, Mexique, Indonésie, etc.) a augmenté le poids de l'Asie dans l'économie mondiale et a fait de nouveau basculer le centre de gravité vers l'est et le sud. L'amplitude de ce mouvement est remarquable : le centre de gravité a effectué une distance plus importante depuis l'année 2000 que durant le XX^e siècle tout entier. Pour les années à venir, ce mouvement du centre de gravité économique pourrait continuer à évoluer dans cette direction au même rythme.

Une économie de plus en plus mondialisée est en grande partie responsable de ce bouleversement avec notamment l'entrée de la Chine dans le système de l'OMC en 2001. Comme pour les entreprises dont les chaînes de production sont devenues profondément multinationales, la mondialisation a eu des effets pour les individus avec des flux migratoires plus importants.

La crise économique qui a commencé aux États-Unis en 2007 accompagne elle aussi ce bouleversement. Depuis, elle s'est propagée dans le monde entier avec une intensité qui va nécessairement laisser des traces durant les décennies à venir.

Comme dans toute situation caractérisée par un bouleversement de l'ordre établi, l'action publique doit être orientée dans la bonne direction et s'attacher à une vision à long terme des défis rencontrés. Un grand nombre de risques et d'enjeux sont liés à ce bouleversement, risques et enjeux interconnectés, qui touchent le monde dans sa globalité².

2. Le rapport du Forum économique mondial 2014 les nomme « *interconnected global risks* ».



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

TROIS CATÉGORIES DE RISQUES GLOBAUX

Parmi les risques globaux, nous nous concentrerons sur les principaux que nous regrouperons en trois catégories.

Une première catégorie est celle qui touche à l'énergie. Les révolutions industrielles du XIX^e siècle ont eu un rapport étroit avec les questions énergétiques. Aujourd'hui, la question de savoir quel modèle énergétique choisir se pose avec une certaine urgence à tous les pays du globe. Le choix du modèle a non seulement des répercussions économiques importantes mais aussi environnementales. Parmi les principaux enjeux que l'on peut mentionner aujourd'hui figurent celui de l'augmentation tendancielle du prix du pétrole, celui de la sécurité du cycle nucléaire, soulevé notamment par la catastrophe de Fukushima, celui de l'extraction du gaz de schiste, et celui des progrès technologiques liés aux énergies renouvelables.

La deuxième catégorie est celle de l'alimentation et de l'accès à l'eau. Là aussi, les questions de sécurité alimentaire ont été au centre des progrès de l'humanité. L'augmentation de la population mondiale qui doit atteindre 8,2 milliards de personnes (soit un milliard de plus qu'aujourd'hui) d'ici à 2025, pose la question primordiale de la réponse aux besoins vitaux. À cela s'ajoute la forte urbanisation (près de 60 % de la population habitera dans les villes en 2025³), l'utilisation de biotechnologies dans une agriculture intensive, la sécurité alimentaire et les risques sanitaires dont l'obésité en forte augmentation (Mexique, États-Unis, mais aussi en Chine et dans d'autres pays).

Enfin, la troisième catégorie est celle des inégalités croissantes en termes économiques et sociaux. En effet, plus de 70 % des personnes habitent dans un pays où les inégalités ont augmenté au cours des 30 dernières années⁴. Au niveau des pays de l'OCDE, le revenu moyen des 10 % les plus riches était 7 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres ; il est 9 fois supérieur aujourd'hui⁵. Depuis la crise, cette augmentation s'est même accélérée : depuis 2009 aux États-Unis, 95 % de l'augmentation des revenus a bénéficié à seulement 1 % de la population. Le coût du capital

3. Aujourd'hui, ce chiffre est plus proche de 50 %. Ce qui se traduit pour des pays comme la Chine par une nouvelle ville dépassant les 10 millions d'habitants tous les ans.

4. Oxfam, *Working for the few*, janvier 2014.

5. Conférence de presse d'Angel Gurría, Secrétaire Général de l'OCDE, décembre 2011.



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

a augmenté de manière exponentielle. Ces réalités renvoient au rôle de l'État, à la gouvernance mondiale en termes de redistribution des richesses, et notamment à l'existence des paradis fiscaux. Aussi, la montée des inégalités appelle l'attention sur les populations qui pâtissent le plus de la mondialisation, comme les jeunes qui subissent les effets les plus néfastes de la crise. Aujourd'hui, les jeunes de 18 à 24 ans qui sont au chômage représentent plus de 40 % du nombre des chômeurs dans le monde et leur situation va nécessairement avoir des répercussions durables.

TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES

Face à ces risques, nous pouvons envisager trois scénarios possibles.

Une mondialisation réussie

Le premier scénario est celui d'une mondialisation réussie et d'une coopération internationale soutenue. En effet, dans ce scénario, les gouvernements prennent la mesure de la gravité des risques globaux pour en tirer les conséquences appropriées. Il s'agit d'un scénario qui repose sur des décisions communes entre les États qui permettent un changement radical des politiques publiques au niveau mondial.

Les inégalités parviennent à être réduites par une régulation internationale effective. Les pays réussissent à créer les emplois nécessaires à l'économie par un accent mis sur la spécialisation industrielle, en permettant aux populations de recevoir les formations adaptées aux emplois de demain. Les travailleurs peuvent également bénéficier d'une grande mobilité entre les pays et les régions où le chômage est important et ceux où il existe des opportunités de travail. L'économie mondiale soutient alors sa croissance, à la fois par une demande plus forte, et par une capacité de production adaptée, diminuant le taux de chômage et allant vers une situation de plein emploi, tout en éradiquant la pauvreté dans le monde conformément aux objectifs de l'ONU⁶.

6. Rapport sur les objectifs du développement post -2015.



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

En ce qui concerne les mesures liées aux questions énergétiques, les investissements dans la recherche et la technologie portent leurs fruits. La crédibilité de la solution des énergies renouvelables permet aux différents pays de passer d'une énergie fossile ou nucléaire à une source énergétique plus respectueuse de l'environnement. Ce bouleversement dans le secteur de l'énergie permet également, en même temps, de réduire l'empreinte écologique et de créer de nouveaux emplois en lien avec cette transition. Dans la lignée des accords de Rio+20, cette transition permet alors le développement d'une économie verte et durable.

Pour résoudre le problème de la nutrition et de l'accès à l'eau, on peut envisager que la production agricole parvienne à subvenir aux besoins de la population croissante. Dans ce domaine également, les investissements dans la recherche produisent des solutions, tout particulièrement en ce qui concerne la désalinisation de l'eau, le recyclage des déchets et une agriculture raisonnée. En même temps, le fonctionnement de l'aide internationale évolue : au lieu que l'aide s'effectue des pays du Nord vers les pays du sud, des solutions globales sont trouvées par l'implication de tous les pays.

Une nouvelle crise mondiale

Bien entendu, il s'agit là d'un scénario idéal vers lequel doit se diriger la communauté internationale. À l'inverse, un autre scénario, catastrophique cette fois-ci, pourrait voir le jour. Un tel scénario se caractériserait par une nouvelle crise mondiale, conséquence de l'incapacité des gouvernements à trouver des solutions aux enjeux et risques globaux et de l'échec de la coopération internationale.

Dans ce scénario, les inégalités se creusent par l'émergence d'une nouvelle crise économique et les normes sociales sont nivelées par le bas. Le chômage continue d'augmenter et les États ne sont plus capables de maintenir les garde-fous (allocations chômage, retraites, sécurité sociale, etc.) qui permettaient à la population de survivre et de chercher de nouveaux emplois.

Dans le domaine de l'énergie, là aussi, des solutions ne sont pas trouvées à la dépendance de l'économie aux énergies nucléaires et fossiles. Les prix de l'énergie continuent d'augmenter et de nouveaux dysfonctionnements montrent les dangers des modèles existants. Il ne faut pas écarter par ailleurs le risque d'un nouvel accident nucléaire majeur ou les conséquences néfastes de l'extraction du gaz de schiste sur l'agriculture, sur les réserves d'eau et sur les populations.



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

Les États, forcés à reconsidérer les choix du modèle énergétique après une nouvelle catastrophe, seraient toutefois confrontés à l'absence de modèles de substitution.

Sur la question de l'alimentation, l'augmentation des prix des denrées alimentaires ne permet pas à la population de subvenir à ses besoins. La nouvelle crise économique évoquée plus haut oblige les pays à réduire les montants alloués à l'aide internationale. La malnutrition touche de manière accentuée les populations les plus pauvres, victimes de la désertification, de l'épuisement des réserves d'eau potable et de l'inflation des prix des produits alimentaires.

Ce scénario est donc le plus pessimiste : les gouvernements apparaissent totalement dépassés par les risques et par les enjeux. En outre, l'augmentation des inégalités, les crises énergétiques et alimentaires seraient la source de conflits politico-militaires qui pourraient avoir leurs propres répercussions économiques.

Un scénario médian

Mais ce scénario n'est pas inéluctable. C'est pourquoi l'on peut évoquer un troisième scénario, médian, qui s'inscrirait dans la continuité ou la combinaison des deux premiers scénarios.

Dans ce scénario, la situation est intermédiaire : d'un côté, des solutions durables aux enjeux ne sont pas trouvées et la réaction des gouvernements est toujours celle de l'urgence. De l'autre, la préservation de l'État-providence permet de réduire les effets de dysfonctionnements conjoncturels. En répondant dans l'urgence, les pays sont bien souvent forcés de payer non seulement les coûts des sinistres, mais également les coûts des ajustements. La communauté internationale ne parvient pas à se mettre d'accord sur des solutions globalisées, comme l'a montré l'échec de la ronde de négociations de Doha pour l'OMC. À la place, les États sont alors obligés de les remplacer par des régulations nationales et par la signature d'accords bilatéraux interrégionaux⁷.

7. Comme les négociations en cours autour des accords atlantique (Transatlantic Trade and Investment Partnership, TTIP) et pacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP).



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

Ce scénario est à la fois celui du maintien de l'État-providence et des régulations qui tendent à freiner l'augmentation des inégalités. L'État permet donc de protéger les plus démunis et tente de réguler, aux niveaux national et international, l'augmentation des revenus des plus riches et de promouvoir la transparence financière contre l'évasion des capitaux et la fraude fiscale. Face au chômage des jeunes, des mesures sont prises pour permettre à cette génération de s'intégrer dans le marché du travail, de trouver des formations qui soient adaptées aux emplois de demain, et de se lancer dans l'entrepreneuriat. Même si certaines mesures ont déjà été prises à ce sujet et notamment en France⁸, celles-ci restent cependant dépendantes de la situation de l'économie dans les années à venir et il n'est pas certain que les 600 millions d'emplois⁹ nécessaires dans les dix ans à venir pour employer l'ensemble de la nouvelle génération soient créés. La question de l'intégration de cette nouvelle génération, qualifiée parfois de « génération perdue », continue d'être une interrogation majeure.

Du côté des questions énergétiques, les modèles reposent aujourd'hui principalement sur les ressources fossiles et sur le nucléaire sans qu'il y ait de véritable engagement au niveau international sur les énergies renouvelables. L'Europe est un des principaux berceaux de la recherche sur ces nouvelles énergies mais rien ne permet d'assurer pour l'heure qu'elles deviendront à terme une solution de substitution aux modèles énergétiques existants. Aux États-Unis, l'extraction du gaz de schiste permet au pays de se diriger vers l'autonomie énergétique et de devenir le premier exportateur de gaz naturel au niveau mondial. La Chine entend continuer d'étendre ses investissements dans les ressources énergétiques traditionnelles, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

Le nucléaire et les énergies fossiles posent des problèmes à court terme, notamment la maintenance, le stockage des déchets, la sécurité des installations existantes et la pollution pour les populations environnantes. Ces problèmes laissent présager que les États se concentreront sur l'amélioration de leurs modèles existants plutôt que sur l'élaboration de nouveaux modèles.

S'agissant des problèmes d'alimentation, on peut aussi penser que l'aide internationale continue dans la direction actuelle, celle d'une aide du Nord vers le Sud, où l'aide publique est complétée

8. Dont les contrats de génération et les contrats de professionnalisation en sont des exemples.

9. Rapport du BIT sur les tendances mondiales de l'emploi des jeunes en 2013.



La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

par une aide venant de fondations privées qui préfèrent contourner le fonctionnement des États. La spéculation sur les denrées alimentaires pourrait être amenée à perdurer, comme les inégalités d'accès. La régulation nationale et régionale pourra intervenir mais probablement *ex-post* et dans l'urgence, suite au surgissement de nouvelles crises alimentaires.

Le troisième scénario est probablement celui vers lequel nous nous dirigeons à l'horizon de 2025. Dans ce scénario, et suite au bouleversement économique et social caractéristique de notre époque, il est difficile de dire du côté vers lequel les États pencheront : soit vers une sortie par le haut comme l'a décrit le premier scénario, soit une spirale descendante (le second). Cependant, il est certain que cette évolution dépend à la fois de la capacité des États à prendre les bonnes décisions de concert, avec l'appui de la communauté internationale, et également de leurs capacités à prendre conscience des enjeux des années à venir. Il leur restera également d'être capable politiquement de prendre des décisions qui soient suffisamment radicales.

En ce qui concerne la France, les recommandations principales que cette situation nous amène à faire sont les suivantes :

- Maintenir, mais de manière renouvelée, les protections économiques et sociales qui permettent de ne pas se diriger vers le scénario catastrophique décrit plus haut. Cela signifie maintenir la capacité de régulation de l'État et l'essentiel de notre système de solidarité.
- Renforcer l'investissement dans la recherche de nouveaux modèles énergétiques durables et dans la large concertation démocratique nécessaire pour parvenir à leur mise en œuvre.
- Renforcer la régulation internationale, particulièrement en ce qui concerne la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau.
- Lutter contre les paradis fiscaux et améliorer la régulation financière au niveau européen comme au niveau mondial.
- Promouvoir une « diplomatie sociale » qui permettrait à la France de jouer un rôle de proposition accrue pour la mise en œuvre de nouveaux modèles sociaux.

La France
en 2025
les enjeux
économiques et
sociaux dans
le monde

Au-delà du rôle des États, il faut mentionner enfin le changement fondamental apparu depuis quelques années au niveau des citoyens et de leur participation dans la société. Les révoltes arabes, les transformations politiques en Amérique latine et les mouvements récents de contestation en Amérique du Nord et en Europe en sont des exemples marquants. Dans la perspective de 2025, les États devront prendre en compte cette nouvelle dynamique de participation des citoyens et de leur volonté de participer à la définition de solutions aux enjeux globaux. Traditionnellement, la gauche s'est toujours nourrie des luttes populaires, or on pourrait assister, avec le renforcement de la prédominance du capitalisme globalisé, à un renforcement simultané de la participation et de la contestation politique des citoyens des couches populaires et des couches moyennes. Il serait de la vocation de la gauche démocratique de prendre en considération cette nouvelle donne.



Observatoire
**politique
internationale**

AVERTISSEMENT : La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.